



COMMUNIQUE BOYCOTT DU CTM DU 6 DECEMBRE 2012

Dans un contexte difficile où nos syndicats se battent quotidiennement pour sauvegarder l'emploi et améliorer nos conditions de travail, nos Fédérations CFTC Finances et UNSA Finances boycotteront le CTM du 6 décembre.

Non il ne s'agit pas d'un coup de tête, mais bien de notre volonté d'afficher un soutien sans faille à nos collègues qui se battent pour l'emploi et la sauvegarde de leur outil de travail.

Le 6 décembre, nous serons aux côtés de nos collègues douaniers qui seront dans l'action pour dénoncer la préparation par leur Directeur Général des Douanes, avec la bénédiction du Ministère, d'un nouveau plan de démantèlement de la Douane.

Plan qui sera en avant-première présenté aux Directeurs des Douanes le 6 décembre à Ivry.

Oh pardon !! nous voulions dire aux Administrateurs des Douanes puisqu'il s'agit de leur nouvelle appellation.

Le Directeur général des Douanes montre une fois de plus le peu de cas qu'il fait de son personnel. A la Douane, moins il y a d'agents, plus les appellations des cadres supérieurs deviennent ronflantes.

A la DGFIP, la grève du 27 novembre a bien mobilisé et montré que les agents ne baissent pas les bras.

Les collègues de la DGFIP en intersyndicale ont décidé de boycotter tous les groupes de travail jusqu'à l'obtention d'un vrai dialogue sur les conséquences des réformes et les moyens nécessaires aux missions.

Pour nos fédérations, les nouveaux contrats actuellement proposés aux enquêteurs de l'INSEE sont bancals et continuent à alimenter la précarité du travail.

Toujours à l'INSEE, de nombreux agents ont reçu avec stupeur l'injonction de l'administration visant à rembourser une prime qu'ils recevaient depuis plusieurs années. Les agents ne sont pas responsables de cette erreur et il est anormal qu'ils pâtissent du manque de moyens mis dans la gestion des personnels !

Les sujets de mécontentements avec nos ministres deviennent de plus en plus nombreux.

Ceux-ci jouent les Ponce Pilate en renvoyant nombre de nos questions, jusqu'ici traitées en interne, vers la Fonction Publique.

Nos Fédérations CFTC et UNSA n'acceptent pas que Bercy soit si maltraité alors que nombre de nos missions sont essentielles au bon fonctionnement de l'État.

Nous exigeons comme un signal fort que les ministres reviennent sur les ratios de promotion.

Nous n'accepterons pas que les catégories B et C fassent une fois de plus les frais des réformes structurelles engagées dans nos ministères économiques et financiers.

Nous ne nous laisserons pas endormir par la sémantique du gouvernement qui transforme la RGPP en MAP (modernisation de l'Action publique).

Assez de belles paroles !

Les groupes de travail qui ne coûtent rien et ne servent qu'à amuser les organisations syndicales, ça suffit !

A quand une revalorisation des salaires, de vraies perspectives de carrières, une reconnaissance des qualifications professionnelles?

Pour nous le changement c'est maintenant !